

Les nouveaux défis du développement territorial

Jacques Teller (Lepur-ULg)

Chercheurs :

B. Bianchet, V. Bottieau, F. Brevers, E. Droeven, S. Dujardin, R. Harou, A. Leclercq, P. Obsomer, P. Marissal, P. Neri, V. Rousseaux, Cl. van der Kaa.

Responsables scientifiques :

B. Bianchet (ULg-Lepur), Th. Bréchet (UCL-CORE), T. Eggericks (UCL-GéDAP), J. Teller (ULg-Lepur), Y. Hanin (UCL-CREAT), Ch. Vandermotten (GUIDE-ULB), B. Wayens (ULB-IGEAT)

Le Gouvernement wallon a retenu six défis prioritaires pour la Wallonie :

La démographie, le climat, l'énergie, la compétitivité, la cohésion sociale et la mobilité.

Les défis sont traités de manière homogène, sans qu'ils ne soient hiérarchisés, malgré différences de nature et de statut.

Interactions importantes entre les six défis.

La prise en compte de ces six défis permet d'orienter la révision du SDER, à travers les analyses sectorielles et spatiales.



Croissance démographique

Accroissement de l'ordre de 227.000 habitants entre 2010 et 2020 et 585.000 habitants entre 2010 et 2040.

Instabilité de la structure des ménages

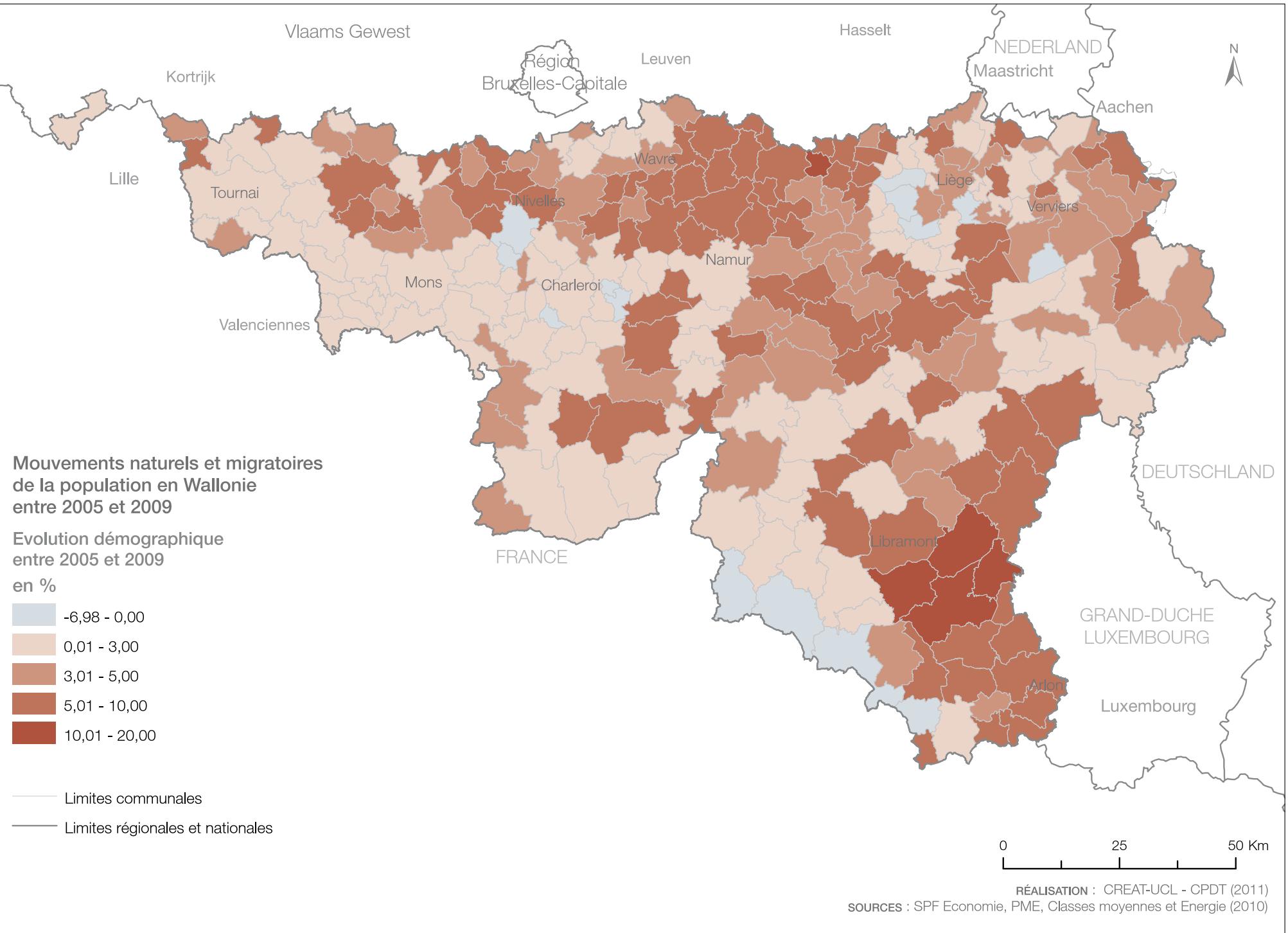
Entre 2002 et 2008, nombre de ménages : isolés +58.000, monoparentaux +54.000, couples avec enfants -43.000.

Accroissement de 180.000 ménages d'ici 2020 et de 500.000 ménages d'ici 2040.

Vieillissement de la population

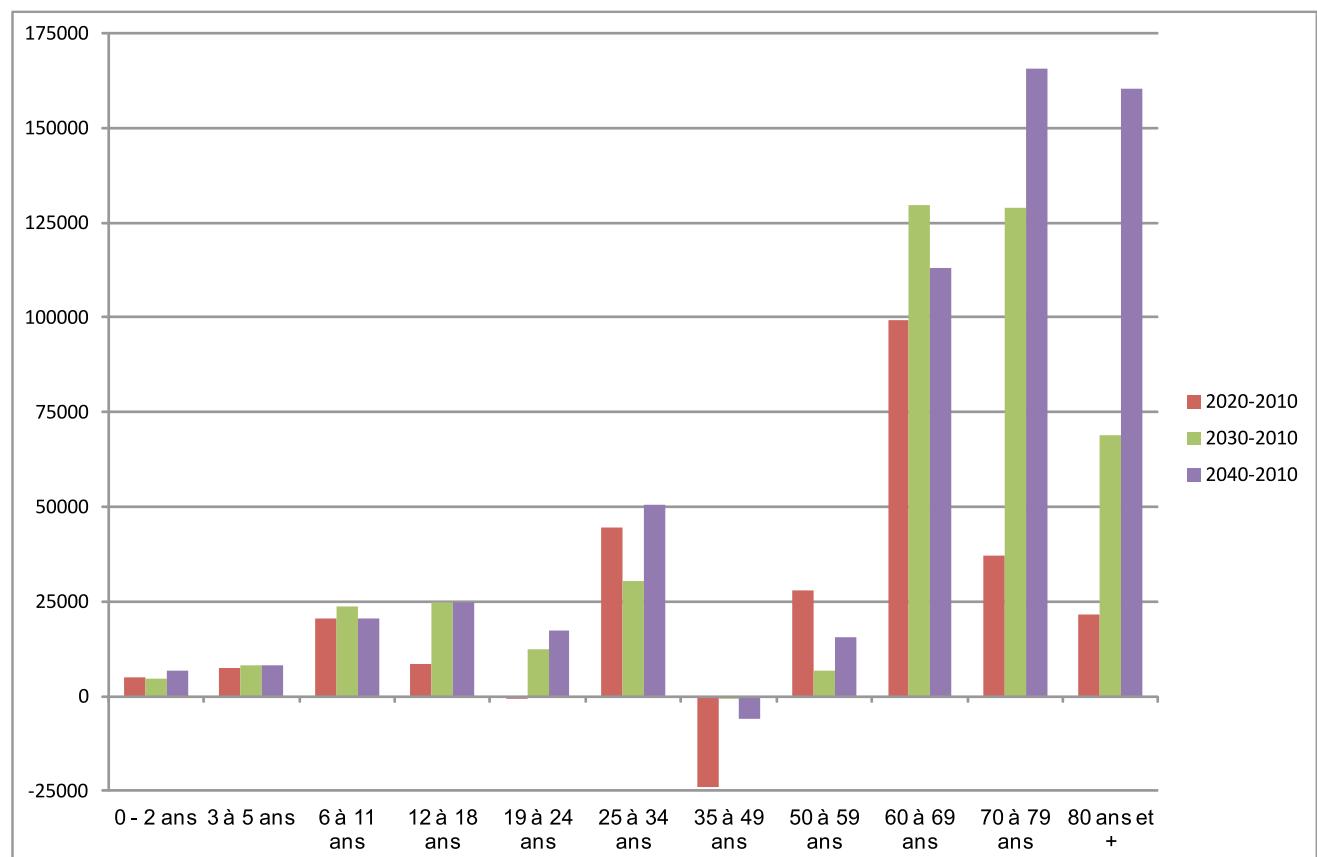
L'âge moyen de la population wallonne augmente d'un an tous les neuf ans.

Arrivée progressive à l'âge de la retraite de la génération du baby boom.



Le défi démographique

- Accroissement spectaculaire des effectifs de plus de 60 ans avec un doublement de la population âgée de 80 ans et plus entre 2010 et 2040.
- Augmentation des besoins inhérents à chacune de autres classes d'âge: crèches, écoles, etc.





Massification de la rénovation du bâti existant

Les bâtiments déjà existants représenteront plus de 80 % du parc de 2050.
Consommation moyenne est estimée à 370 kW/m².an

Mobilité et déplacements (cf. énergie)

Gestion de l'eau

Situations de pénuries d'eau, au moment où la demande augmentera tant pour la consommation que pour l'agriculture.

Augmentation de l'alea d'inondation : limitation de l'imperméabilisation des sols, aménagement de zones d'expansion des crues.

Exploitation forestière

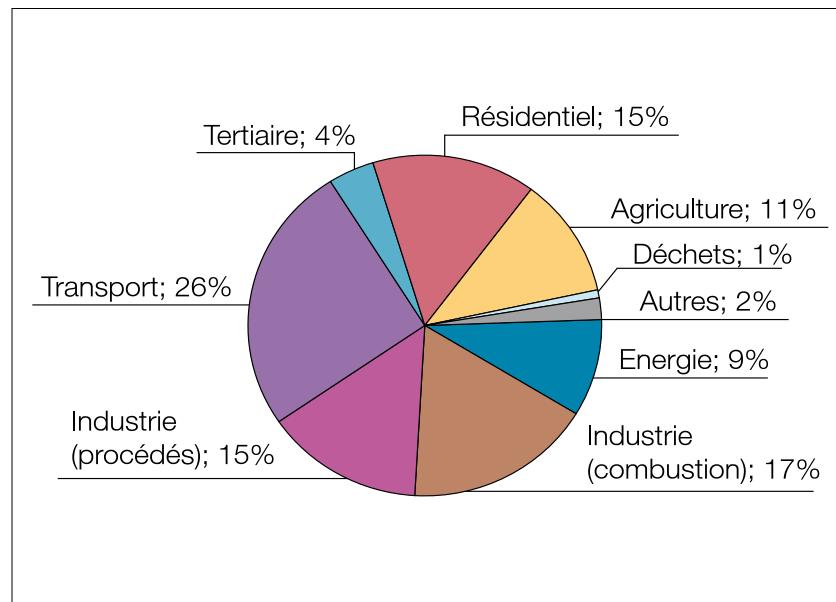
Vulnérabilité de certaines essences & valorisation des massifs forestiers comme puits de carbone.

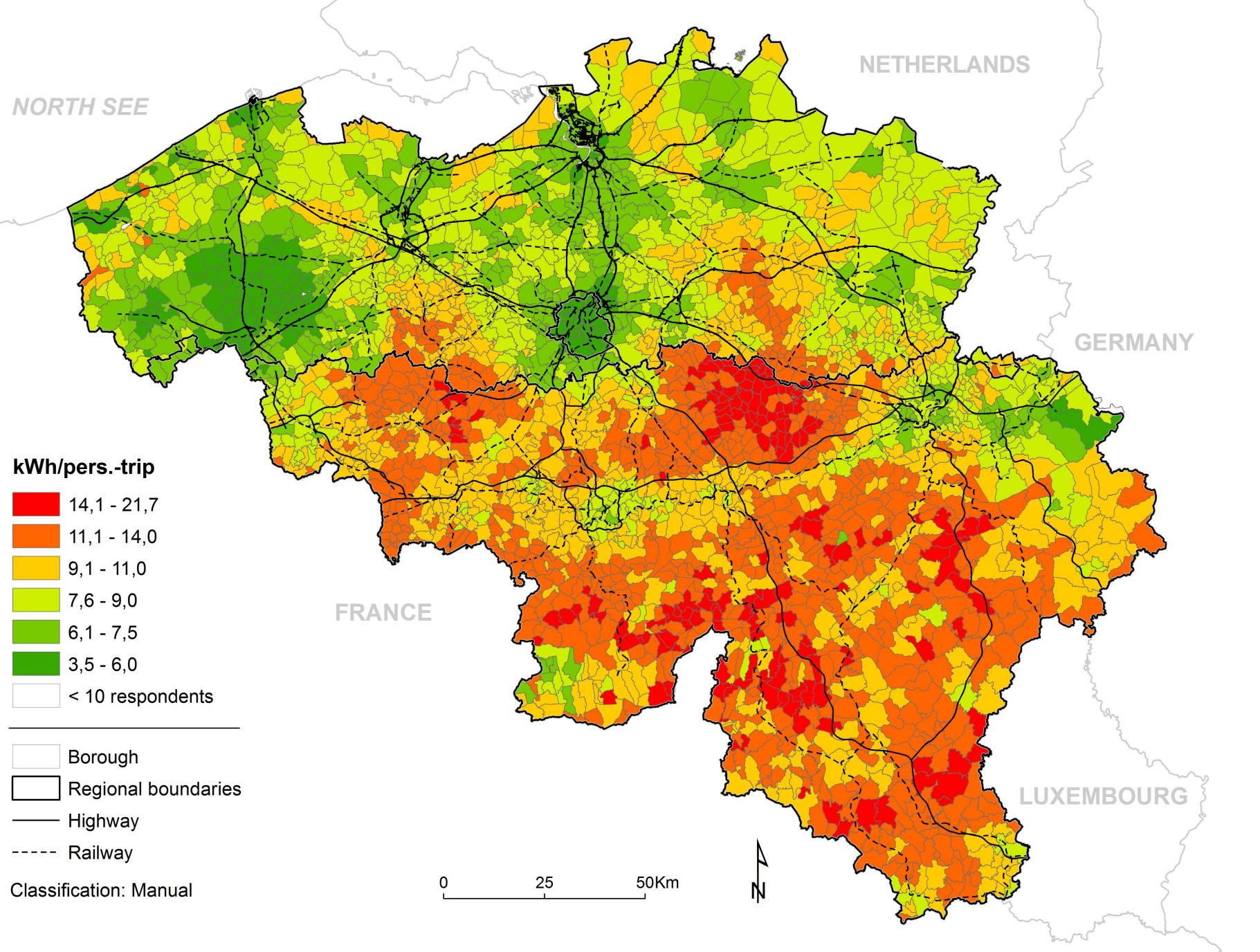
Le défi climatique



Les émissions de GES restent très importantes en Wallonie

La moyenne annuelle des émissions de GES par habitant en 2007 était de 13,3 tonnes équivalent CO2 (t éq. CO2/an), ce qui est supérieur à la moyenne européenne de 10,2 t éq. CO2/an à la même date.







Dépendance aux énergies fossiles

Les énergies fossiles représentent 62 % des sources d'énergie primaire de la Wallonie et notre région est très dépendante de combustibles fossiles importés

Mobilité et déplacements

Une part importante de la consommation énergétique liée aux déplacements domicile-travail en Wallonie s'explique par des variables territoriales : mixité, densité, ration emplois/habitants.

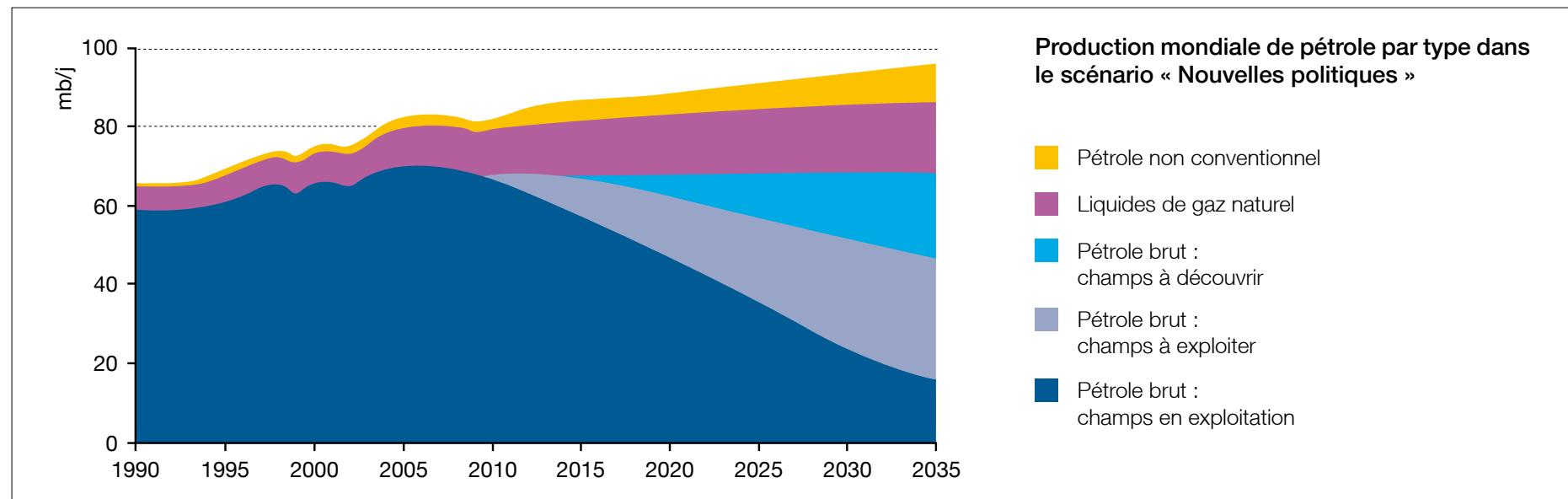
Rapprochement des producteurs et des consommateurs.

Implications spatiales stockage de l'énergie renouvelable et desserte en énergie de l'ensemble du territoire dans le contexte de la libéralisation et la réponse aux nouvelles demandes.

Le défi énergétique



Selon l'AIE, « il faut s'attendre à une hausse du prix du pétrole afin d'équilibrer les marchés pétroliers, consécutive au fait que l'offre comme la demande sont de moins en moins sensibles au prix.»



Vlaams Gewest

Kortrijk

Lille

Tournai

Valenciennes

Région
Bruxelles-Capitale

Leuven

Nivelles

Mons

Charleroi

Wavre

Namur

Hasselt

NEDERLAND

Maastricht

Aachen

Liège

Verviers

DEUTSCHLAND

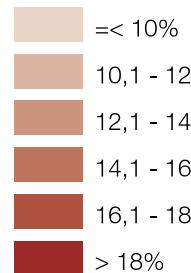
Libramont

GRAND-DUCHÉ
LUXEMBOURG

Luxembourg

Vulnérabilité 2001

Mobilité et chauffage (%)



Limites communales

Limites régionales et nationales

FRANCE

0 25 50 Km

RÉALISATION : CPDT (2011)

SOURCES : CPDT, 2010, ESE INS 2001



Le déficit n'est pas résorbé mais ne se creuse plus

En Wallonie, le taux d'emploi est passé entre 2000 à 2010 de 56% à 57%, ce qui reste, respectivement, 6 % et 7 % en deçà des moyennes belge et européenne.

Sur la période 1997-2008, la Wallonie affiche un taux de croissance similaire à celui de Flandre et légèrement inférieur à la moyenne européenne.

Des disparités assez fortes entre provinces

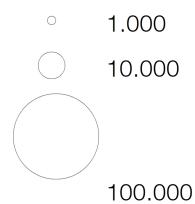
Liées au effets de concentration (R&D, tertiaire etc.) et proximité par rapport à des pôles extérieurs générateurs d'activité.

Tirer parti des effets de la métropolisation

Renforcer l'attractivité des villes wallonnes constitue un enjeu majeur en regard du défi de la compétitivité régionale.

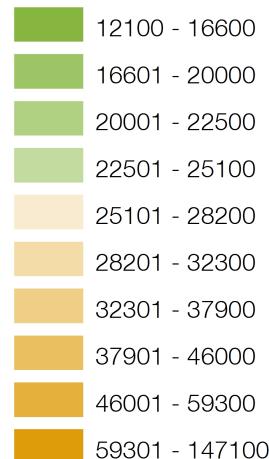
Produit intérieur brut (ppa) en 2008

Millions euros



Produit intérieur brut (PIB) (ppa)

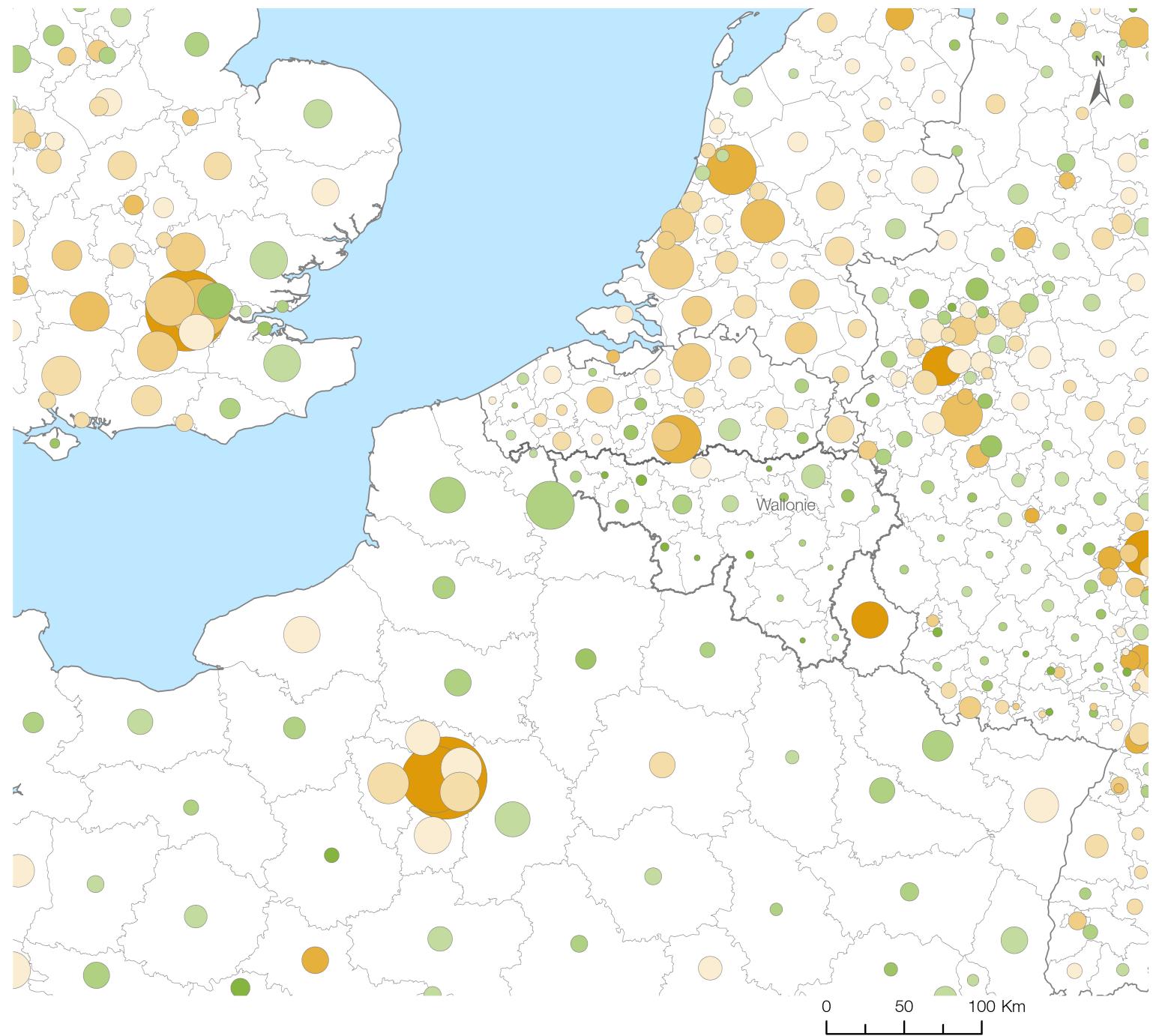
aux prix courants du marché
en 2008 (en €/habitant)



Limites de la Wallonie

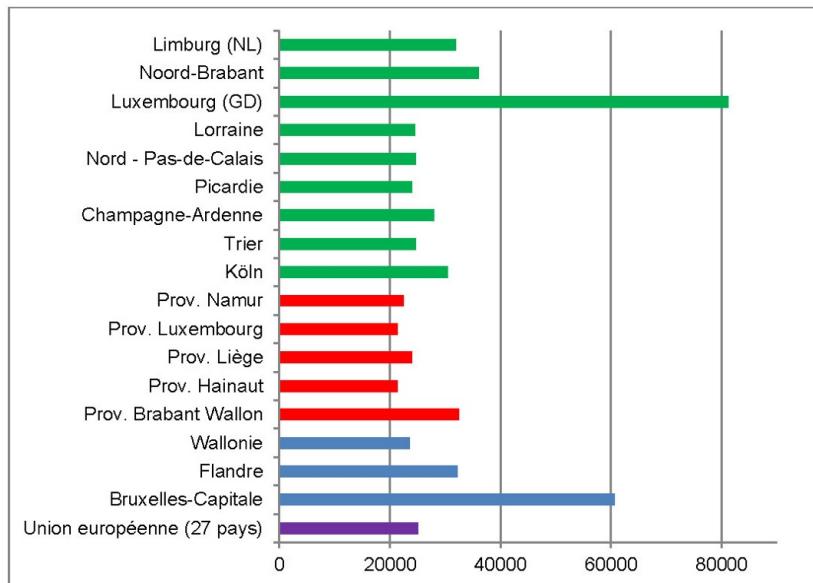
Limites des NUTS (niv.3)

Limites nationales

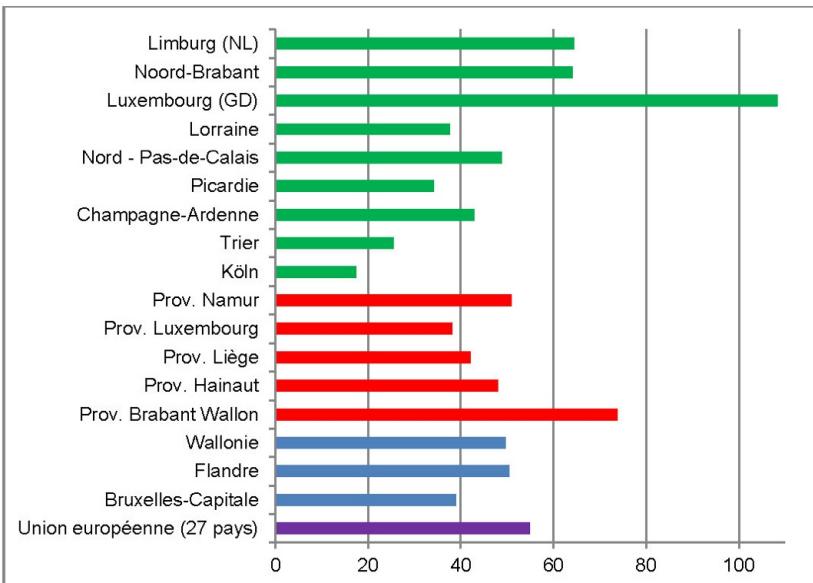


RÉALISATION : ULB-IGEAT - CPDT (2011)

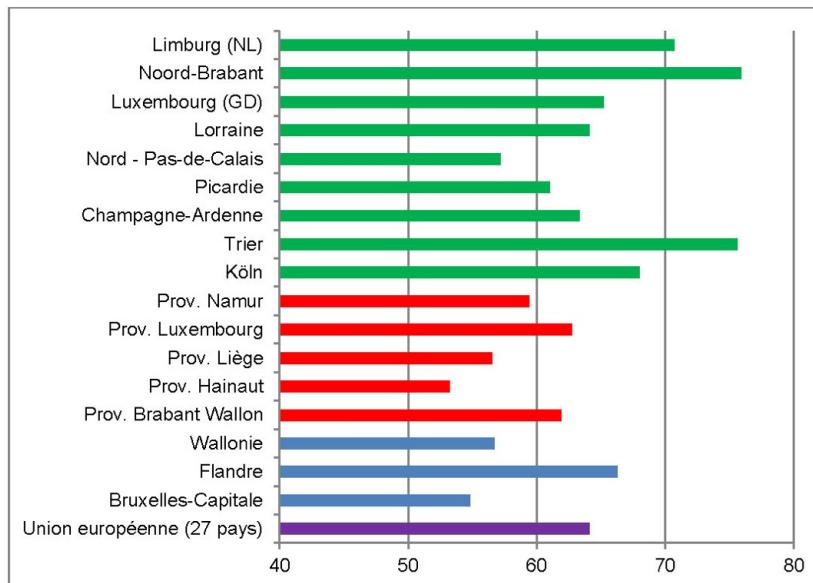
SOURCES : © EuroGeographics pour les limites administratives; Eurostat (2011)



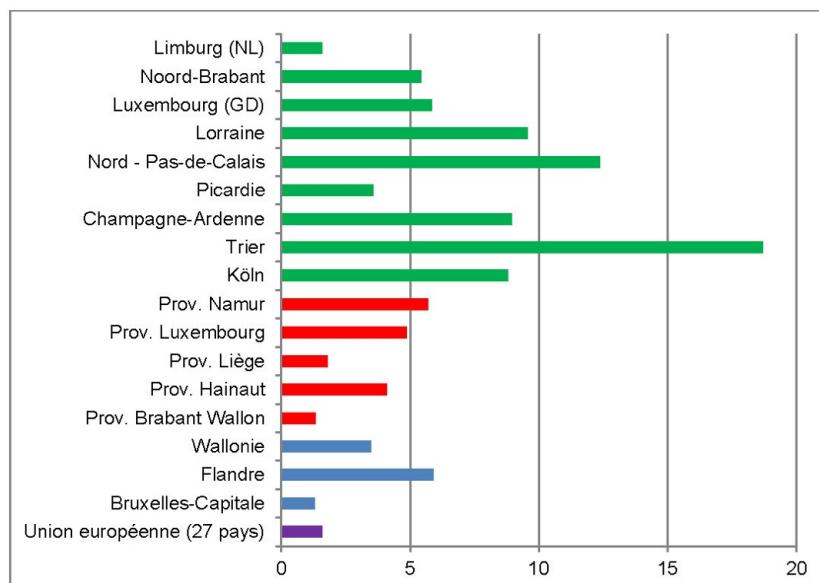
PIB par habitant 2010 (prix courants du marché) – Wallonie et régions limitrophes



PIB par habitant : évolution 1997 - 2008 en % (prix courants du marché) – Wallonie et régions limitrophes



Taux d'emploi – Wallonie et régions limitrophes



Taux d'emploi : évolution 1997 - 2008 en % – Wallonie et régions limitrophes



Exposition au risque de pauvreté assez élevé en Wallonie

Se confirme tant d'après les indicateurs quantifiés (revenus, endettement, santé etc.) que la perception qu'ont les individus de leur situation.

Logement

Le parc public reste insuffisant : 30.000 ménages restent en attente d'un logement social (avec une attente moyenne de quatre ans).

Salubrité des logements : amélioration, mais reste énormément à faire.

Coexistence de sur- et de sous-occupation des logements

Accès aux équipements et services

Enseignement, les TICs, vie culturelle et associative.

A concilier avec politique de recentrage des services et de l'habitat autour de pôles bien desservis par les TCs.



Hétérogénéité territoriale et effets d'échelle

En Wallonie, la diversité et les inégalités sociales restent généralement très importantes même au sein de territoires de très petite taille.

La réduction des écarts entre les niveaux socioéconomiques des territoires ne peut pas être confondue avec la réduction des inégalités sociales.

Participation citoyenne

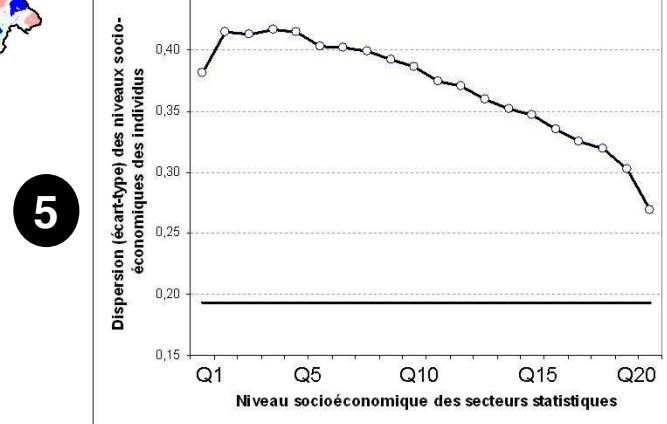
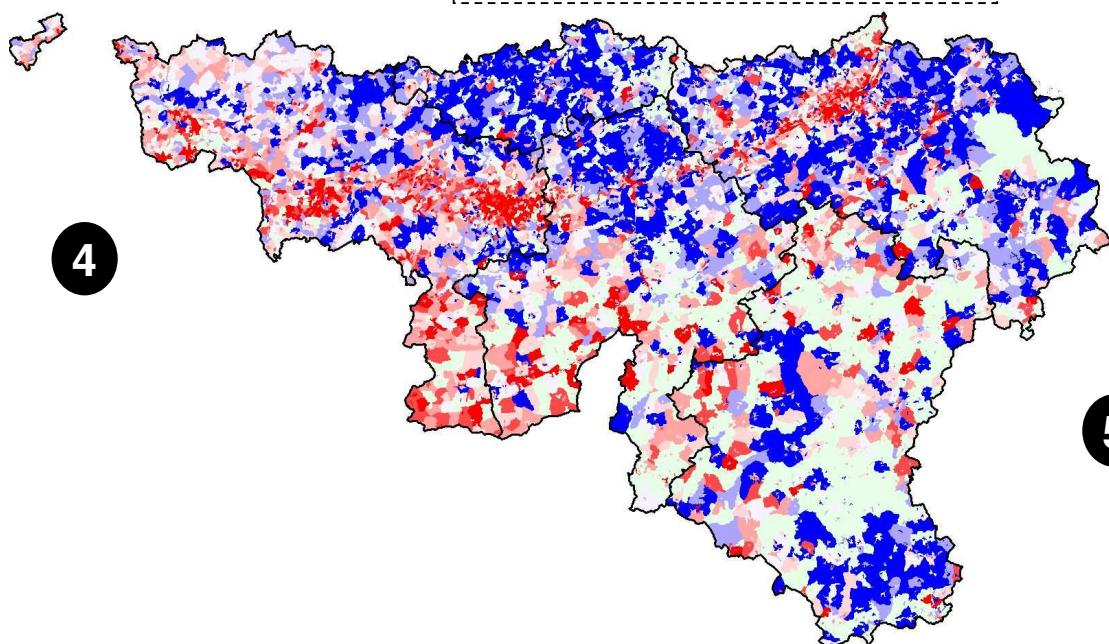
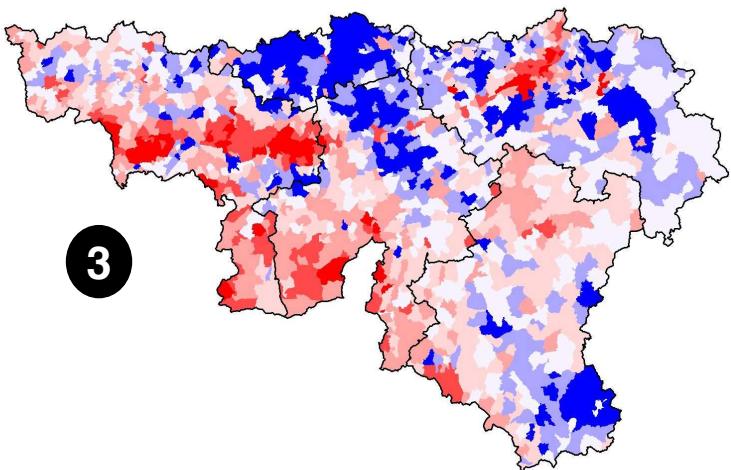
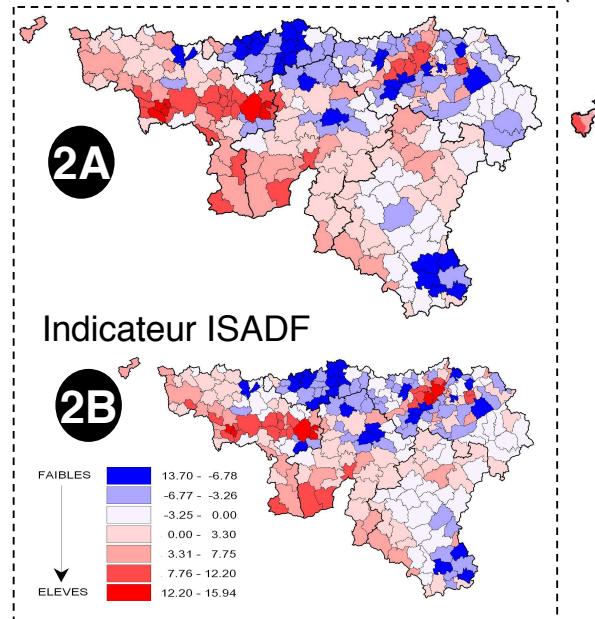
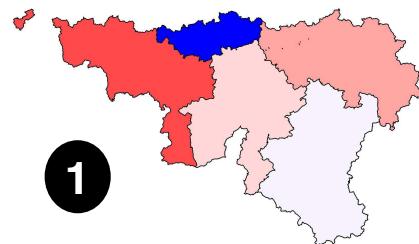
Les catégories sociales les plus précaires tendent à rester sous-représentées dans les mécanismes participatifs.

Perspectives

Risque de difficultés croissantes en matière de cohésion sociale : remise en cause de certains transferts sociaux, instabilité croissante des ménages, etc.

Les niveaux socioéconomiques en Wallonie de l'échelle de la province à celui du secteur statistique

(Indicateur Grandes Villes étendu, sauf documents 2B et 5)





Importance économique du secteur des transports

En 2005, les secteurs du transport de personnes et de la logistique représentaient une valeur ajoutée de 3,3 milliards d'euros.

Coûts de congestion et d'entretien

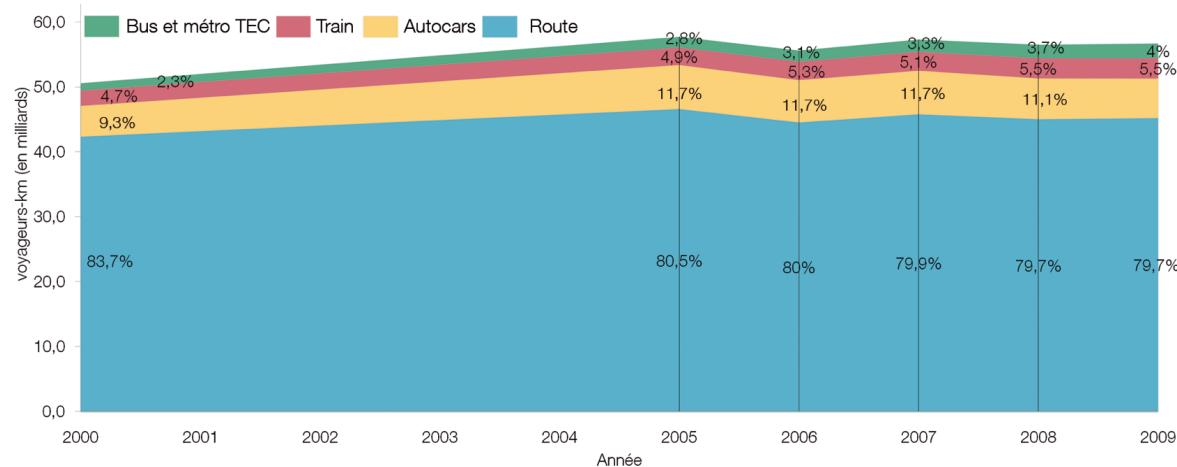
Augmentation continue de la demande au niveau international et régional.

Pressions accrues sur les infrastructures et détérioration importante des conditions de circulation - perte de temps, perte d'efficacité économique, diminution de la qualité de vie.

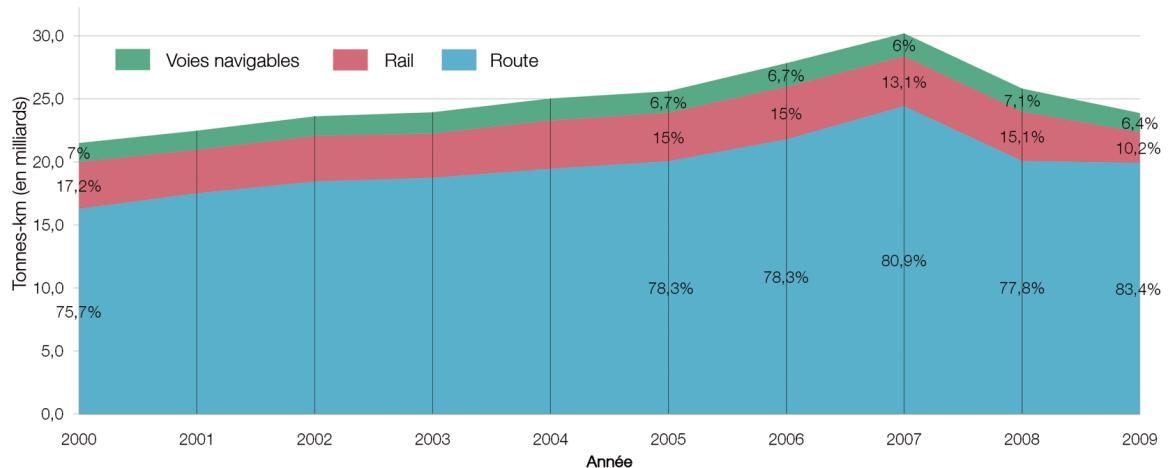
Transport de marchandises

Les objectifs fixés par le livre blanc de la Commission européenne prévoient un report modal du fret routier de 30 % à l'horizon 2030 et de 50 % à l'horizon 2050, pour des distances supérieures à 300 kilomètres.

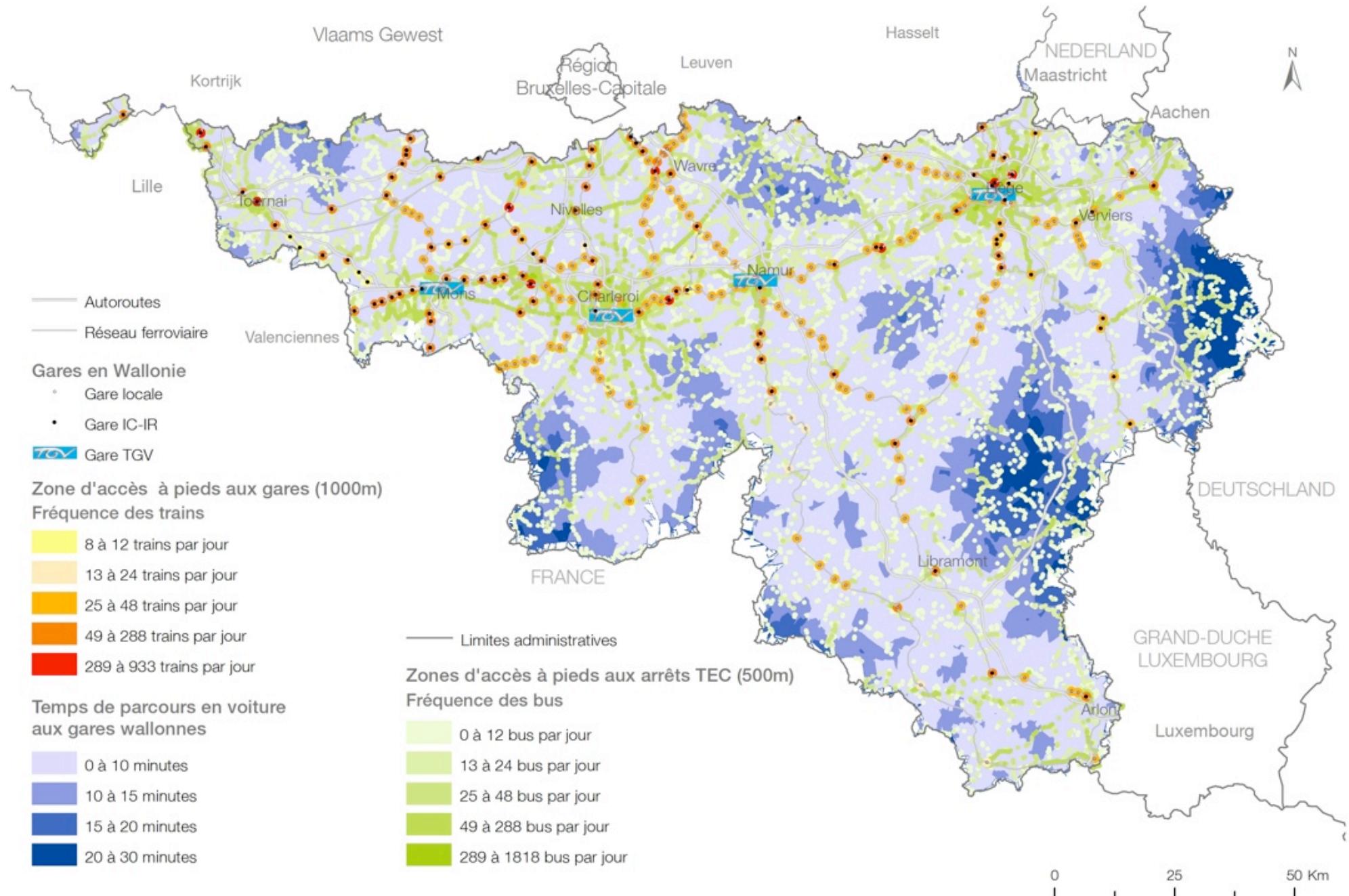
Evolution de la répartition modale du transport de personnes (en voyageurs-km)



Evolution de la répartition modale du transport de marchandises (en tonnes-km)



Sources : IWEPS



RÉALISATION : CREAT-UCL - CPDT (2011)
 SOURCES : SNCB, CPDT, OPENSTREETMAP, CREAT-UCL

Par rapport au SDER'99 :

Les défis auxquels est confronté le territoire wallon ont été clarifiés, explicités et, dans certains cas, quantifiés.

On retrouve les défis mobilité, cohésion sociale et démographie. Principales nouveautés : climat, énergie et compétitivité.

Deux grandes tendances :

Renforcement des exigences internationales et européennes dans une série de domaines.

Accent mis sur la «vulnérabilité» du territoire vis-à-vis de facteurs a priori peu contrôlables.

Merci pour votre attention...